

Non à l'impérialisme ! Solidarité avec la population du Venezuela !

Dans la nuit du vendredi 2 au samedi 3 janvier, les Etats-Unis d'Amérique ont lancé une opération militaire de grande ampleur sur la capitale du Venezuela, Caracas. Le président Vénézuélien Nicolas Maduro, et sa femme Cilia Flores, ont été enlevés et placés en prison à New-York. Selon les premières estimations, 78 personnes seraient mortes au cours de l'opération, parmi lesquelles au moins une civile. Cette agression impérialiste et coloniale ordonnée par Donald Trump viole ouvertement la Charte des nations unies et la constitution des USA.

Cette attaque signe le retour du pire de l'impérialisme étatsunien en Amérique Latine, s'inscrivant dans l'inflexion globale vers l'extrême-droite. Les justifications à géométrie variable de « *lutte contre le narcoterrorisme* » sont contredites par les affirmations de Trump lui-même, qui assume pleinement sa volonté de domination coloniale et d'accaparement des ressources du pays, notamment pétrolières.

Les violations des droits humains et démocratiques perpétrés par le régime de Maduro sont bien réelles, tout comme les effets sur la population des sanctions imposées par les administrations américaines. En revanche, ni le peuple vénézuélien, ni les Nations Unies, n'ont donné mandat aux Etats-Unis pour intervenir et s'accaparer des ressources du pays. C'est aux populations du Venezuela de décider librement, sans interférence, de leur avenir.

Les événements du Venezuela, et les nouvelles menaces que fait peser Donald Trump sur la Colombie, Cuba, le Mexique et le Groënland, illustrent l'affirmation de la loi du plus fort comme seule norme des relations internationales, dans la pure tradition de l'extrême-droite. La réaction d'Emmanuel Macron, ne nommant pas l'agresseur et ne condamnant pas clairement cette violation évidente des principes fondamentaux du droit international, est une faute politique historique et un blanc-seing donné à Donald Trump pour la suite.

De la Palestine à l'Ukraine, en passant par le Soudan et maintenant le Venezuela, les peuples agressés sont en première ligne de l'autoritarisme et de la fascisation accélérée ayant cours actuellement partout dans le monde. Face à tous les prédateurs, et à ceux qui laissent faire, le respect du droit des peuples à l'autodétermination doit être au cœur de nos mobilisations.

Nous appelons à se rassembler partout dans le pays ce samedi 10 janvier pour exiger :

- l'arrêt immédiat de l'agression militaire des Etats-Unis, la fin de ses menaces sur les pays de la région et le retrait du déploiement de force US dans la Caraïbe
- le respect du droit du peuple vénézuélien à disposer de lui-même. Toute solution politique et diplomatique doit se baser sur la souveraineté populaire, la garantie de ses libertés et sur le droit international
- la levée des sanctions économiques et la satisfaction des besoins humanitaires des populations
- des sanctions contre les USA et Donald Trump : la fin de l'achat d'armes au complexe militaro-industriel US

Seul le peuple vénézuélien peut et doit décider, en toute souveraineté et sans ingérence, son propre avenir. Non à l'impérialisme ! Les peuples ne sont pas à vendre !

Organisations signataires :

Arguments pour la lutte sociale - Attac - Collectif Haïti France - Collectif de solidarité avec le peuple du Nicaragua CSPN) – Confédération générale du travail (CGT) - Confédération paysanne - Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale/Initiatives pour un autre monde (CEDETIM/IPAM) – Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID) - Emancipation tendance intersyndicale – France Amérique latine (FAL) - Fondation Copernic – Fédération syndicale unitaire (FSU) - L'Après - Les Ecologistes – Ligue des droits de l'Homme (LDH) - Mouvement de la Paix – Nouveau parti anticapitaliste L'Anticapitaliste (NPA-A) - Nos Révolutions -Parti communiste français (PCF) – Parti socialiste (PS) - Pour une écologie solidaire et sociale (PEPS) - Réseau Bastille – Réseau coopératif de gauche alternative - Union syndicale Solidaires - Solidaires étudiant.es syndicat de lutte (SESL)

A Paris, rassemblement, samedi 10 janvier à 15 heures, Place de la Bastille